



# « J'en appelle à une responsabilisation beaucoup plus forte des parents ! »

CHRISTIAN CARPENTIER ET GÉRALD VANBELLINGEN

Accords de la Saint-Boniface, bâtiments scolaires, coûts de l'énergie, nouveaux rythmes scolaires ou tronc commun : dans l'entretien qu'il accorde à Entrées Libres, le ministre-président de la Communauté française, Pierre-Yves Jeholet (MR), évoque les dossiers chauds du moment. Avec des balises fortes, notamment concernant le rôle des parents qu'il appelle à ne plus faire porter tout le poids de l'éducation sur les écoles. Et sans oublier la nécessaire revalorisation du métier pour faire face à une pénurie d'enseignants de plus en plus marquée...

**Le métier d'enseignant ne fait plus rêver comme avant. Comment l'expliquez-vous ?**

« Il renvoie une bien plus mauvaise image qu'auparavant, c'est vrai. Pourquoi ? Dans les retours que je reçois, ce n'est pas la question salariale qui revient le plus souvent. Les enseignants désirent une revalorisation de leur métier. On doit y travailler. Elle passe par une meilleure considération de la part de leur direction, de leur PO et de leurs élèves, mais aussi des parents. La pandémie a sans doute mieux fait prendre conscience de l'importance de l'école pour l'éducation. Les enseignants en sont les acteurs principaux. Mais pas les acteurs uniques. »

**Aux côtés des parents d'élèves ?**

« Une institutrice me glissait dernièrement : 'Avant, quand les élèves rentraient de l'école, leurs parents demandaient : 'Tu as été gentil avec madame ?' Aujourd'hui, ils demandent : 'Alors madame a été gentille avec toi ?'. C'est révélateur d'une évolution sociétale où les parents n'assument plus leurs responsabilités dans l'éducation. »

**L'idée, ce serait d'impliquer les parents pour mieux revaloriser les enseignants ?**

« J'en appelle à une responsabilisation beaucoup plus forte des parents, oui ! Ils ont une lourde responsabilité dans l'apprentissage de leurs enfants. L'éducation ne se fait pas qu'à l'école mais aussi à la maison. Je souhaite un retour au respect de l'autorité des enseignants, un retour au sens du travail. En disant cela, je m'adresse aussi aux parents. C'est trop facile de tout rejeter sur les enseignants. J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour leur métier. Je le connais : mon père a été enseignant puis directeur dans le spécialisé. Quand j'entends que certains craignent d'aller à une réunion de parents parce qu'ils vont en prendre 'plein la tronche' ou qu'ils se font carrément agresser au téléphone par des parents d'élèves, c'est totalement inacceptable ! Il faut au contraire que les élèves puissent retrouver le sens du respect, de l'autorité, de l'effort,

les vertus du travail aussi. C'est fondamental et ça passe par un travail à la maison avec les parents. Et cela, ça va bien au-delà de toute les réformes que l'on pourra mettre en place. »

Le système des nominations et de l'ancienneté ne devrait-il pas aussi évoluer ?

« Si ça ne tenait qu'à moi, on simplifierait tout ça. Le système actuel pénalise beaucoup d'enseignants, surtout les plus jeunes. Il

fait planer une incertitude sur eux comme sur les personnes non-nommées. Cela ne sera probablement pas abordé au cours de cette législature. Mais pour 2024, je suis de ceux qui plaident pour que les francophones puissent prendre des mesures structurelles. Et ça passera notamment par une réforme de ces systèmes, pour contribuer à une meilleure attractivité du métier, à leur bien-être. Je veux leur rendre le plaisir d'enseigner. Et je suis prêt à discuter de tout. Sans tabous et en cassant les codes. »

« Je suis prêt à discuter de tout. Sans tabous, et en cassant les codes »

Y compris sur le plan salarial ?

« Je suis ouvert. Mais il faudra alors avoir un vrai débat de fond qui englobera l'encadrement, les horaires, l'absentéisme important - entre les malades et les détachés, on a 20% d'enseignants qui ne sont pas en classe, ce qui ajoute du travail supplémentaire à ceux qui y sont - etc. L'équipe éducative est indispensable à l'éducation. Et il faut lui rendre aujourd'hui la confiance qu'elle mérite et qu'elle a parfois perdue. Car les profs sont indispensables pour porter les réformes actuelles. Je conçois qu'elles peuvent être un vecteur de stress et de travail supplémentaires. Les syndicats doivent d'ailleurs mieux communiquer les mesures du Pacte d'excellence à leurs affiliés. C'est aussi leur rôle. Ils parlent de mépris du monde politique à l'égard de l'enseignement. Je suis très fâché contre cela ! Ce n'est pas acceptable ! Moi, je salue l'ensemble des efforts des enseignants, qu'il faut aider et mieux informer ! »

Dans cette réflexion en 2024, faut-il inclure une meilleure mobilité des profs entre réseaux ou avec une carrière dans le privé ?

« Bien sûr ! Si on partait d'une page blanche, on ne créerait qu'un seul réseau. Mais c'est le fruit d'une histoire. Et l'enjeu est ailleurs. Il consiste à voir quelles synergies peuvent être mises en place entre réseaux, quelle mobilité on peut améliorer entre réseaux ou même vis-à-vis du privé, avec une valorisation au moins partielle de la carrière au vu du coût que cela représente. Donc aussi voir comment économiser ailleurs pour valoriser l'expérience du privé, tout en s'assurant bien sûr de la détention des compétences pédagogiques requises. Tout ça, c'est pour 2024, mais c'est maintenant que ça se prépare. » ■

## « Des incitants pour les profs des écoles en immersion »



Quel premier bilan tirez-vous de cette rentrée historique à plus d'un titre ?

« D'abord un soulagement. La rentrée a été positive et aussi normale que possible après la période Covid. La réforme des rythmes est globalement bien passée, même s'il faudra être attentif au respect de l'obligation scolaire de désormais fin août à début juillet. Le Pacte d'excellence, c'est une feuille de route globale destinée à améliorer la qualité de notre enseignement. Elle résulte d'un accord entre tous les acteurs et représente 1,5 milliard d'euros d'investissements, l'engagement de 3.400 équivalents temps-plein, dont 430 rien que pour l'accompagnement individualisé et 1.600 supplémentaires à terme. Celui qui mettra à mal ce Pacte pour une seule de ses dimensions aura la responsabilité de le faire échouer dans son entièreté, alors qu'il est vital pour notre enseignement... »

Les nouveaux rythmes posent toutefois des problèmes concrets, comme le recrutement de profs néerlandophones en école d'immersion...

« Il faut l'objectiver, tous les retours ne sont pas les mêmes. Il y a des problèmes, mais ce n'est pas le tsunami annoncé. Je travaille avec mes homologues ministres-présidents à faciliter la mobilité. Il faut aussi se poser la question des incitants. Qu'est-ce que les profs des écoles en immersion ont à gagner à faire souvent beaucoup plus de kilomètres ? Et puis j'espère que la Flandre nous suivra bientôt... »

## « Le réseau libre a été injustement pénalisé »

Au niveau financier, deux gros dossiers sont toujours en attente. Celui de la mise en place des accords de la Saint-Boniface, qui garantissent au réseau libre 75% des subventions de fonctionnement de WBE (Wallonie-Bruxelles Enseignement), doit être ficelé pour la fin de cette année au plus tard, comme l'a imposé la Cour constitutionnelle. En parallèle, le gouvernement travaille sur une réforme structurelle des fonds de financement des bâtiments scolaires.

Quand les accords de la Saint-Boniface viendront-ils sur la table du gouvernement et avec quelles balises ?

« Je tiens à l'équilibre entre les différents réseaux d'enseignement, qui ont chacun leur spécificité. Je n'ai jamais compris comment l'ancien gouvernement a pu reporter cet accord voté en 2001 pendant plus de 20 ans ! Mais le passé est le passé. Le présent, c'est qu'on s'est engagés pour un meilleur équilibre. Nous avons déjà décidé de retirer 30

millions d'euros à WBE, à répartir entre l'ensemble des réseaux. Il reste deux problèmes à régler. Un : l'intégration dans ce calcul du coût du personnel ouvrier et administratif chez WBE. Je souhaite qu'il soit inclus. Donc ce seront plus de 30 millions qui seront à redistribuer. Et deux : le lissage de l'entrée en vigueur de cette décision. Pour moi, c'est très clair : ce sera maximum sur dix ans, avec un début dès 2023. »

Et sur la réforme structurelle des fonds de financement des bâtiments scolaires ?

« Là aussi, je souhaite un équilibre, comme ça l'a été au final dans la répartition des fonds européens pour isoler les écoles. Le réseau libre a été pénalisé injustement par le passé, même si je sais que tout le monde ne partage pas cet avis. Un gouvernement aura rarement fait autant que nous sur les bâtiments scolaires. »

Faut-il adopter le même genre de répartition que pour les 269 millions d'euros de fonds européens ?

« Pas nécessairement. Il y a deux dossiers : le milliard et la réforme des fonds, alimentés de 140 millions d'euros par an. Le but est de simplifier, de permettre d'intervenir plus rapidement sur des dossiers. Le milliard alimentera probablement les fonds, en concentrant une partie sur les appels à projets. On s'inspirera fortement des critères de répartition des 269 millions. Mais on ne fera plus une clé de répartition, elle avait été cassée par la Cour constitutionnelle. Il faudra partir sur les dossiers qui feront une vraie différence énergétique, en prenant aussi la maturité et la qualité des dossiers comme critères essentiels. » ■

## Énergie : « Un fonds de solidarité »



©DR

Le gouvernement de la FWB a terminé son conclave budgétaire le 7 octobre dernier, jour du bouclage de ce numéro d'Entrées Libres et peu de temps après la réalisation de l'interview de Pierre-Yves Jeholet dans laquelle il nous livrait déjà ses balises. Plusieurs mesures prises impactent directement nos écoles. « La première, c'est une somme forfaitaire de 25 millions d'euros, répartie cette année entre l'ensemble des établissements de l'enseignement obligatoire. Il y a urgence à les aider face aux coûts de l'énergie, raison pour laquelle on a préféré agir via un forfait », résume M. Jeholet à sa sortie du conclave.

### 90 millions dégagés

« Une même somme de 25 millions sera répartie en 2023 sur base de jus-

tificatifs à définir. Par exemple le type de contrat, ou le niveau d'augmentation des factures. C'est ce que j'appelle un fonds de veille ou de solidarité. Ce sera réparti en priorité vers les écoles les plus touchées. On sait que c'est à géométrie variable : certaines ont des contrats fixes, d'autres sont mieux isolées, etc. On y ajoute une provision de 40 millions d'euros, toujours sur base de critères, qui bénéficiera à l'ensemble de nos secteurs, en ce compris donc aux écoles. Au total, ce sont dès lors 90 millions que nous mettons sur la table. J'espère que d'autres niveaux de pouvoir agiront aussi – sur la TVA par exemple – afin d'amplifier ce que nous faisons. »

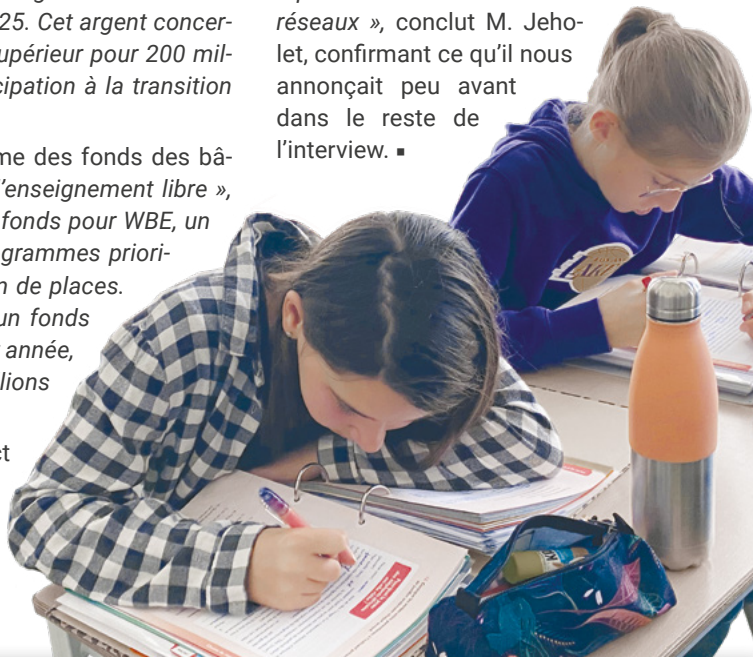
Le conclave a également abordé le fonds d'un milliard d'euros pour les

bâtiments scolaires, que le ministre-président évoque par ailleurs dans cette interview. « Là-dessus, nous avons pris un accord historique », assène Pierre-Yves Jeholet. « On va accélérer les choses et répartir cet argent sur base de 3 appels à projets que nous lancerons en 2023, 2024 et 2025. Cet argent concernera les écoles de l'obligatoire pour 800 millions et du supérieur pour 200 millions, sur base de la qualité des projets et de leur participation à la transition énergétique. »

Le gouvernement s'est aussi mis d'accord sur la réforme des fonds des bâtiments scolaires. « On va créer un fonds spécifique à l'enseignement libre », se réjouit le ministre-président. « Actuellement, il y a un fonds pour WBE, un fonds pour l'Officiel subventionné, un fonds pour les programmes prioritaires de travaux – les PPT – et un fonds pour la création de places. On supprime les deux derniers pour les remplacer par un fonds dédié au Libre. On y retrouvera 55 millions d'euros par année, avec une partie pour les PPT et une majoration de 20 millions d'euros par rapport à aujourd'hui ! »

Enfin, le gouvernement s'est mis d'accord sur le respect des accords de la St-Boniface. Le lissage des correctifs de subventions qui doivent permettre au Libre de disposer de 75% des moyens de WBE se fera « sur dix ans, à partir de 2023 et en intégrant le coût du person-

nel administratif et ouvrier – les Papo – dans le calcul des moyens à retirer à WBE pour les répartir entre l'ensemble des réseaux », conclut M. Jeholet, confirmant ce qu'il nous annonçait peu avant dans le reste de l'interview. ■



## « Ne bradons pas les matières de la FWB ! »

Avec un papa et un parrain dans l'enseignement, rien ne prédestinait vraiment Pierre-Yves Jeholet à entrer en politique. Pas même son parcours scolaire qui l'a fait tutoyer tous les réseaux : de l'école communale de Xhendelesse en face de laquelle il habite toujours à un master en communication à l'UCLouvain, en passant par le Collège Royal Marie-Thérèse de Herve et des candis en droit à l'ULiège.

« J'ai connu les débuts du rénové, et j'ai fait un parcours à la carte en choisissant la facilité dans les options », sourit-il. Ses souvenirs ? « Très heureux en maternelle et primaire, avec un directeur qui était mon parrain, dans un enseignement encore assez strict. Il m'est même arrivé d'être puni en étant enfermé une demi-heure dans la pièce à charbon, ce qui serait inimaginable aujourd'hui... Très bon souvenir aussi de mes secondaires. Un peu moins de mon passage à Liège à l'unif : je faisais du foot et ne sortais pas beaucoup. Je me suis rattrapé à Louvain. Dans les profs, Gabriel Ringlet m'a beaucoup marqué. Il donnait cours d'analyse de presse écrite. Je suis toujours en contact avec lui... »

Puis ce sont des débuts comme journaliste – à Radio Ciel, fondée par Guy Mathot, et L'Avenir – et une rencontre avec Didier Reynders peu après la mort de Jean Gol. Pierre-Yves Jeholet en deviendra le porte-parole en 1995, avant d'être élu député, de devenir ministre wallon puis ministre-président de l'actuel gouvernement de la FWB. Un paradoxe, pour ce régionaliste convaincu. Qui a changé sa vision des choses ? « Je reste persuadé qu'il y a trop de structures, du côté francophone. Il faudra rationaliser ça en 2024. La Région ne se porte pas mieux que nous, financièrement. Elle a une capacité fiscale, c'est vrai, mais ne peut pas s'en servir : on est déjà les champions du monde de la taxation ! Mon combat a toujours visé l'efficacité des politiques. La crise du Covid a mis

un focus sur les matières de la FWB, qui touchent aux tripes des gens au quotidien : enseignement, culture, sport, mouvements de jeunesse... Je dis : ne bradons pas les matières de la FWB ! Ce sera mon combat ! Si on me démontre qu'en la supprimant, on atteindra mieux nos objectifs de qualité des politiques menées, elle peut fermer demain. Mais je ne suis pas convaincu que transférer nos matières à un autre niveau de pouvoir ce sera mieux. Or, ce qui compte, c'est qu'on fasse mieux demain, quitte à réorienter certains moyens. » ■



Retrouvez la séquence vidéo : « 3 questions à Pierre-Yves Jeholet » en ligne via : <https://l.ead.me/3questionsaJeholet>

